

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 3 SEPTEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/504 CESSION DE VEHICULES (DONT SIX VEHICULES HORS D'USAGE) DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - ANTENNE DE LA VALETTE- DU-VAR		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/504

BUREAU DU 3 SEPTEMBRE 2024

**O B J E T : CESSIION DE VEHICULES (DONT SIX VEHICULES
HORS D'USAGE) DE LA METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE - ANTENNE DE LA
VALETTE-DU-VAR**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux Métropoles,

VU la délibération n ° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et
au Bureau,

VU la délibération n°19/12/495 du Conseil Métropolitain en date du 10 décembre 2019 portant sur les procès-verbaux de transfert à la métropole des biens relatifs aux compétences « voirie », « espaces publics », « valorisation des espaces paysagers », « parcs et aires de stationnement » et « crématorium », ainsi qu'aux compétences antérieurement exercées,

VU la délibération n ° 22/02/18 du 24 février 2022 portant modification du procès-verbal de transfert à la Métropole des biens appartenant à la ville de la-Valette-du-Var,

CONSIDERANT qu'il convient de céder 7 véhicules de la Métropole, dont 6 hors d'usage (VHU) destinés à la destruction, et 1 véhicule destiné à la vente,

CONSIDERANT que les 6 VHU précités (référencés aux numéros d'inventaire : 5822, 8641, 3416, 21170, 20456 et 19860), de par leur vétusté et leur état, ne sont pas réparables,

CONSIDERANT que l'évacuation de ces véhicules hors d'usage nécessite un enlèvement par un camion de remorquage,

CONSIDERANT que la société DERICHEBOURG ECO-VHU, démolisseur de véhicules hors d'usage (VHU) agréé dans le Var et titulaire du marché de la Direction Nationale des Interventions Domaniales, rattachée au Service France Domaine de la Direction Générale des Finances Publiques, est en capacité d'évacuer 4 de ces VHU (n° d'inventaire 3416, 21170, 20456 et 19860), pour les valoriser en centre de démantèlement et les détruire sans contrepartie financière et avec, le cas échéant, une éventuelle valorisation financière de ces VHU,

CONSIDERANT que la SARL GENERAL AUTO, démolisseur de véhicules hors d'usage (VHU) agréé dans le Var, est en capacité d'évacuer les 2 autres VHU (n° d'inventaire 5822 et 8641, non immatriculés et qui de ce fait ne peuvent pas être pris en charge par la société DERICHEBOURG ECO-VHU), pour les valoriser en centre de démantèlement et les détruire sans contrepartie financière,

CONSIDERANT qu'un véhicule, référencé au n° d'inventaire 20787, peut être valorisé en le proposant à la vente et qu'au vu de la complexité de cette tâche, il est proposé de confier cette démarche à la Direction Nationale des Interventions Domaniales, rattachée au Service France Domaine de la Direction Générale des Finances Publiques, spécialisée dans la vente des biens publics,

CONSIDERANT que la sortie de l'immobilisation cédée s'effectue pour sa valeur nette comptable. L'ordonnateur émet un mandat au compte 675, valeur nette comptable des immobilisations cédées et un titre au compte d'immobilisation où figurait le bien,

CONSIDERANT que la réintégration éventuelle des amortissements, des subventions et fonds affectés à l'investissement est constatée par le comptable public par opérations d'ordre non budgétaire,

CONSIDERANT la liste des VHU et véhicules concernés, ci-dessous,

Direction ou Service	N° d'inventaire Ex-communal	Libellé	Date de mise en circulation	VALEUR COMPTABLE Nette cédée au 31/12/2023
ANTENNE LA VALETTE				
Propreté	5822	EUROVOIRIE CITYLAV2020, sans immatriculation	2010	23 267 € au 31/12/2017
Propreté	8641	SMAR LC860 Laveuse, sans immatriculation	2007	50 190 € au 31/12/2017
Propreté	3416	GOUPIL AZROV3, FP-837-LH	20/12/2004	0.00 €
Direction	21170	CITROEN C4, FN-162-ZY	29/08/2005	0.00 €
Espaces Verts	20456	RENAULT MASTER FN-752-ZY	10/01/2003	0.00 €
Propreté	19860	RENAULT MASCOTT FP-930-PZ	07/01/2000	0.00 €
Voirie	20787	RENAULT TWINGO FN-561-ZZ	24/05/2004	0.00 € (Vente)

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER la mise en vente des VHU et des véhicules énoncés, ci-dessus.

ARTICLE 2

DE CONFIER à la Direction Nationale des Interventions Domaniales, rattachée au Service France Domaine de la Direction Générale des Finances Publiques, l'évacuation et la destruction des 4 VHU listés ci-dessus, référencés aux numéros d'inventaire : 3416, 21170, 20456 et 19860.

ARTICLE 3

DE CONFIER à la SARL GENERAL AUTO, l'évacuation et la destruction des 2 VHU non immatriculés listés ci-dessus, référencés aux numéros d'inventaire : 5822 et 8641.

ARTICLE 4

DE CONFIER la proposition à la vente du véhicule listé ci-dessus, référencé au numéro d'inventaire 20787, à la Direction Nationale des Interventions Domaniales, spécialisée dans la vente des biens publics.

ARTICLE 5

DE DIRE que pour le véhicule ayant fait l'objet d'une vente, l'encaissement du prix de cession des biens, fera l'objet d'un titre de recette au compte 775, au budget principal 2024.

ARTICLE 6

DE DIRE que la sortie de l'immobilisation cédée s'effectue pour sa valeur nette comptable. L'ordonnateur émet un mandat au compte 675, « Valeur nette comptable des immobilisations cédées » et un titre au compte d'immobilisation ou figurait le bien.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

